Journal de la Société des Océanistes

117 | Année 2003-2

Nouvelle-Calédonie, 150 ans après la prise de possession

Nouvelle-Calédonie ou Kanaky : perceptions régionales du « Caillou »

Nathalie Mrgudovic

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/1323>

DOI : 10.4000/jso.1323

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 281-297

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Nathalie Mrgudovic, « Nouvelle-Calédonie ou Kanaky : perceptions régionales du « Caillou » », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 117 | Année 2003-2, mis en ligne le 22 mai 2008, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jso/1323> ; DOI : 10.4000/jso.1323

Nouvelle-Calédonie ou Kanaky : perceptions régionales du « Caillou »*

par

Nathalie MRGUDOVIC**

RÉSUMÉ

Le « Caillou », à partir des années 1980, a été différemment perçu par ses voisins : pour les uns Nouvelle-Calédonie, territoire français du Pacifique Sud, pour les autres, Kanaky, cherchant à obtenir son indépendance ! Entre approches critiques et attitudes de soutien, les différents points de vue ont mis en avant sur les scènes régionale et internationale certains aspects de la situation interne de l'archipel. Notre analyse montrera, d'une part, l'émergence d'une identité régionale politique à travers le Forum du Pacifique Sud (FPS, aujourd'hui Forum des îles du Pacifique, FIP) et, d'autre part, comment du Groupe mélanésien du Fer de Lance est née l'affirmation d'une solidarité mélanésienne. Ingérence ou solidarité océanienne, ces réactions régionales ont-elles influencé ou affecté les relations des indépendantistes kanak avec les loyalistes calédoniens et avec l'État ? Enfin, il nous faudra esquisser le bilan de cette perception régionale : a-t-elle permis de faire évoluer la situation sur le Caillou ? A-t-elle même seulement évolué ?

MOTS-CLÉS : FLNKS, indépendance, Forum des îles du Pacifique, autodétermination, Groupe mélanésien du Fer de Lance, ONU.

ABSTRACT

Since the 1980s, the "Rock" has been perceived differently by its neighbors: for some, as New Caledonia, French territory in the South Pacific; for others, as Kanaky, struggling to obtain its independence! From critical approaches to supportive attitudes, the different view points have highlighted certain aspects of the archipelago's internal situation, on national and international levels. Our analysis will show on the one hand the emergence of a political regional identity through the South Pacific Forum (FPS, now Forum of Pacific Islands, FIP) and, on the other hand, how the Melanesian Group "Spear Metal" gave rise to the affirmation of solidarity among Melanesians. Have the regional reactions of Interference or Oceanic solidarity influenced or affected the relations between the Kanak separatists, the Caledonian loyalists and the French state? In conclusion, one must take stock of this regional perception: has it helped the situation on the Rock evolve? Has it indeed evolved?

KEYWORDS : FLNKS, independence, Pacific Island Forum, self-determination, Melanesian Spearhead Group, UNO.

La Nouvelle-Calédonie, aujourd'hui collectivité spéciale d'Outre-mer, est encore trop souvent abordée dans un contexte purement territorial ou national, et pas suffisamment dans son environnement immédiat, c'est-à-dire régional.

Cela traduit probablement ce qui fut jusque récemment une constante française vis-à-vis de son Outre-mer, à savoir le refus de l'État de permettre l'intégration des entités territoriales françaises ultramarines dans leur contexte régional

* Je tiens à exprimer ma très vive gratitude envers Élise Huffer, Graham Fletcher, Stephen Hennigham, Jean-Marc Regnault et Michael Sutton pour leurs remarques et conseils prodigués lors de la finalisation de cet article. Je profite également de cette occasion pour remercier les personnes que j'ai rencontrées lors de mon récent séjour dans le Pacifique Sud et qui m'ont permis de nourrir ma réflexion sur ce sujet, et sur tant d'autres.

** School of LES, Aston University, Birmingham (GB), N.Mrgudovic@aston.ac.uk

respectif. Cette attitude a cependant commencé à évoluer à partir du milieu des années 1980 où la France a entrepris une politique, ou plus exactement un effort, d'intégration régionale de ses – encore alors – DOM-TOM (départements et territoires d'Outre-mer). D'ailleurs, à propos des territoires français du Pacifique Sud, la particularité de la Nouvelle-Calédonie (et probablement aussi de Wallis-et-Futuna) par rapport à la Polynésie française, c'est qu'il n'y a pratiquement jamais eu de volonté, de la part des autorités territoriales (nous ne parlons donc pas ici des mouvements indépendantistes), de développer des relations avec les États voisins, et surtout avec les petits États insulaires. En 1986, c'est à Gaston Flosse (président du territoire de la Polynésie française), et non à Jacques Lafleur (son homologue pour la Nouvelle-Calédonie), qu'avait été confié le secrétariat d'État au Pacifique Sud. L'un avait un intérêt pour la région que l'autre n'avait pas. Pourtant, le cadre géopolitique du « Caillou » est un facteur qui ne peut ni ne doit être ignoré. Les accords de Maignon-Oudinot en 1988 puis surtout celui de Nouméa en 1998 ont d'ailleurs reconnu et inscrit la nécessité de replacer la Nouvelle-Calédonie dans son cadre régional et de lui donner les moyens de s'y engager de façon plus responsable¹.

Notre but ici n'est pas de présenter ou de discuter de l'autonomie dont la Nouvelle-Calédonie jouit notamment dans la relation avec ses voisins, mais de prendre la perspective inverse et d'analyser l'évolution du regard que les petits États insulaires en particulier ont porté sur le « Caillou » et sur la question de l'indépendance². Pour ce faire, nous retiendrons deux illustrations : la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU et la création du Groupe mélanésien du Fer de Lance (GMFL) dont l'un des buts

annoncés était de soutenir le mouvement indépendantiste calédonien. Ces deux aspects d'une même question sont la conséquence, directe ou indirecte, d'une réflexion développée au sein de l'organisation politique régionale du Forum du Pacifique Sud (FPS)³ au sujet de ce territoire océanien devenu français il y a maintenant cent cinquante ans.

Émergence d'une identité régionale politique ou le Forum du Pacifique Sud

Le Forum du Pacifique Sud, organisation régionale créée en 1971, est né d'un sentiment grandissant de frustration chez certains petits États insulaires qui avaient récemment acquis leur indépendance ou étaient en phase de l'obtenir. En effet, jusqu'à cette date, une seule organisation « régionale » – encore qu'il faille peut-être davantage parler ici d'une organisation internationale à vocation régionale –, la Commission du Pacifique Sud (CPS)⁴, rassemblait (et continue de le faire) les États et territoires de la région ainsi que les anciennes puissances coloniales toujours présentes dans la zone. Chacun des vingt-deux membres est représenté selon le principe un État/territoire, une voix, bien que la politique décisionnelle de la CPS privilégie le consensus plutôt que le vote. Cette méthode de prise de décision consensuelle à la « Pacific Way » est également celle employée au sein du Forum.

Sa vocation étant de fournir une aide à la fois technique et de recherche afin de promouvoir le développement économique et social de la région, la CPS prétendait dépasser ainsi le politique. Toutes les demandes en vue d'introduire une discussion en la matière étaient dès lors (et sont encore) toujours fermement rejetées. Le Forum est alors né de la volonté d'officialiser

1. Voir les articles 28 à 38 de la loi organique statutaire du 19/03/1999 faisant suite à l'accord de Nouméa.

2. Notre choix d'aborder essentiellement les petits États insulaires se justifie par le fait que l'accès à l'indépendance est un processus qu'ils ont eux-mêmes connu au cours des quarante dernières années. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, bien que puissances régionales, ont une approche de la question qui s'inscrit dans un contexte différent, qu'il soit historique, politique, économique ou ethnique.

3. Aujourd'hui Forum des îles du Pacifique (FIP). Initialement composé de sept États (Australie, Cook, Fidji, Nauru, Nouvelle-Zélande, Samoa occidentales, Tonga), le Forum en compte à présent seize (les sept déjà cités ainsi que Kiribati, République des Marshall, États fédérés de Micronésie [EFM], Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée [PNG], Salomon, Tuvalu).

4. Aujourd'hui Communauté des États du Pacifique, mais le sigle CPS est resté. Créée en 1951, elle est composée de vingt-deux États et territoires : Cook, EFM, Fidji, Guam, Kiribati, Mariannes du Nord, Marshall, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Palau, PNG, Pitcairn, Polynésie française, Salomon, Samoa américaines, Samoa occidentales, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis-et-Futuna, ainsi que cinq des six puissances fondatrices – Australie, France, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et États-Unis. (Les Pays-Bas ont quitté la CPS en 1962.)

les inévitables débats politiques qui se tenaient, par la force des choses, dans les couloirs de la CPS.

« Si nous n'avions pas le droit de parler politique au sein de la conférence, nous ne nous privions pas d'en parler en dehors de la conférence... [d'ailleurs] nous profitons de la conférence pour tenir des discussions d'ordre politique entre nous, dirigeants de jeunes États et de territoires en voie d'indépendance à l'écart des réunions officielles. » (Ratu Mara, *in* Huffer, 1993 : 108)

Focalisé sur le développement politique des jeunes États océaniques et sur la mise en valeur d'une réelle cohésion régionale, le Forum avait tout d'abord établi des règles assez strictes concernant l'adhésion de ses membres. Créé par et pour les petits États insulaires du Pacifique Sud, seuls des États indépendants étaient autorisés à intégrer l'organisation. La question de l'adhésion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande a pu, à un certain moment, être source d'interrogations. Celles-ci furent néanmoins assez vite écartées car le but des États océaniques était de se défaire de l'emprise coloniale sans pour autant rejeter les deux « grands » régionaux dont l'absence aurait affecté la crédibilité et le poids politiques de l'organisation. Au fur et à mesure des indépendances – les dernières en 1980 avec le Vanuatu, en 1990 avec les Marshall et en 1994 avec Palau – ou des candidatures, le Forum s'est progressivement étoffé⁵, devenant un lieu sinon l'arène principale du débat sur l'évolution politique du et dans le Pacifique Sud. En effet, des États comme les États fédérés de Micronésie, Palau ou encore les îles Marshall y adhéreront et entraîneront de la sorte une reconfiguration des limites géographiques des deux organisations régionales (FPS et CPS)⁶.

Par l'intermédiaire de certains de ses membres tels que Fidji ou la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG), le Forum a pu proposer ou appuyer des résolutions auprès de l'Assemblée générale de l'ONU, devenant ainsi, grâce à ses membres, le porte-parole voire le promoteur de la région sur la scène internationale. Par voie de

conséquence, la légitimité régionale de Fidji (et de Kamisese Sir Ratu Mara) s'en est trouvée renforcée (Ratu Mara, 1997 ; Huffer, 1993). Comme nous l'avons dit précédemment, le propos de cet article étant d'évoquer la perception de la Nouvelle-Calédonie essentiellement par les petits États insulaires du Pacifique Sud, nous avons retenu ici deux points qui nous permettront de saisir l'évolution de cette approche régionale. Le premier concerne la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste de l'ONU des territoires non autonomes. Le second traitera de la création du Groupe mélanésien du Fer de Lance, initiative de dimension sub-régionale axée, au nom de la solidarité mélanésienne, sur le soutien au mouvement indépendantiste kanak. L'ancien Premier ministre vanuatais, Walter Lini, en place au moment de la création de ce groupe, affirmait que :

« le peuple de la Nouvelle-Calédonie est un peuple frère mélanésien et notre soutien au FLNKS [...] ne peut être compris que par nous-mêmes, Mélanésiens, qui avons la même coutume. [...] Un non-Mélanésien ne pourra jamais comprendre. » (Lini, *in* Huffer, 1993 : 244)

Prétexte ou réalité, force est de constater que c'est l'argument qui fut avancé par ses membres pour justifier la création d'un tel groupe. Toutefois, il est vrai que cette notion de « solidarité mélanésienne » est quelque peu difficile à cerner, notamment au vu d'un État mélanésien – Fidji – qui n'a pas tout de suite voulu rejoindre les rangs de ce mouvement (et dont la mélanésianité est parfois mise en doute ou du moins contre-balançée par sa proximité avec le groupe polynésien⁷). De plus, le fort engagement des Samoa occidentales (devenu l'État polynésien de Samoa en 1997) envers la cause indépendantiste kanak à ses débuts, aux côtés de la PNG en particulier, pourrait être une autre source d'interrogation sur le fondement de cette « solidarité mélanésienne ». Si certains expliquent la création du Fer de Lance par l'émergence tardive du nationalisme en Mélanésie, nous insisterons plutôt ici sur l'existence ou tout au moins la revendication d'une

5. Palau en est devenu le seizième membre en 1995.

6. C'est en raison de l'adhésion de ces États du Pacifique « central » – notion largement employée aujourd'hui pour désigner plus ou moins la Micronésie – et de leur pression en ce sens, que les deux organismes régionaux ont fini par modifier leur dénomination et oublier la référence réductrice au seul « Sud ». Cependant, la définition actuelle du « Pacifique » est floue et pourrait prêter à confusion tant il est vrai que nul État insulaire au-delà de la Micronésie n'est invité à en devenir membre.

7. Il est très intéressant de remarquer, par exemple, que sur la liste des membres de la CPS, seul Fidji n'est pas catalogué dans une des trois catégories Mélanésie, Polynésie ou Micronésie (voir le site de la CPS : www.spc.org.nc).

« solidarité mélanésienne » comme l'un des principes fondateurs de ce groupe. Clamer une identité ethno-culturelle commune à plusieurs États ou territoires peut tout à fait être le moyen, pour chacun d'eux, de compenser leur retard en matière d'identité non seulement régionale, mais aussi nationale.

Les deux points que nous avons décidé de traiter soulignent tant la dimension que les perspectives extra-régionales ou au contraire sub-régionales de l'engagement des États océaniques sur la question calédonienne. La première démarche (la réinscription de la Nouvelle-Calédonie) fut entreprise dans le but de promouvoir et de défendre un principe, celui du droit à l'autodétermination, tandis que la seconde (la création du Fer de Lance) s'engageait à soutenir le mouvement indépendantiste kanak, le FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste), dans sa volonté de voir émerger un État souverain : la Kanaky.

Il est intéressant de noter que ces deux initiatives furent finalisées la même année, en 1986, année qui correspond, en France, au retour au pouvoir d'un gouvernement de droite et qui marque l'abandon d'une démarche socialiste, certes chaotique, mais qui affichait cependant la volonté de prendre davantage en compte les revendications des Kanaks. Faut-il y voir une coïncidence ou un lien direct de cause à effet ? L'arrivée du gouvernement Chirac et de la politique annoncée par le ministre de l'Outre-mer, Bernard Pons, a probablement été l'un des éléments déclencheurs de l'engagement officiel des États océaniques. Il serait cependant erroné d'affirmer que ceci fut le seul. Les tensions et la violence entre Kanaks et Caldoches⁸ s'étaient en effet développées dès le début des années 1980 (Connell, 1987 : 39-41) et tout particulièrement entre novembre 1984 et janvier 1985 (Henningham, 1992 : 82-91).

On pourrait même ajouter que cette période correspond à la mise en place de la zone dénucléarisée du Pacifique Sud avec la signature du traité de Rarotonga, auquel la France, mais aussi les États-Unis et la Grande-Bretagne, avaient alors refusé d'adhérer, au grand dam des États de la région. La France ne le signera et n'en ratifiera ses protocoles qu'en 1996, après l'arrêt définitif de ses expérimentations nucléaires en Polynésie française (les États-Unis et la

Grande-Bretagne, dégagés de leur solidarité entre puissances occidentales et nucléaires, pourront alors en faire de même).

Lors des réunions annuelles du Forum du Pacifique Sud, la présence française dans la zone, que ce soit en raison de ses activités nucléaires en Polynésie française ou de la situation en Nouvelle-Calédonie, a été l'un des thèmes centraux des discussions et des déclarations finales de l'organisme régional. Dès sa deuxième réunion, le Forum a ainsi abordé la question du nucléaire dans la région, visant ainsi directement la France (déclaration finale du Forum de 1972). Mais ce n'est qu'en 1981 que la décolonisation a fait son apparition à l'ordre du jour des meetings annuels du Forum et qu'en 1982 que la question de la Nouvelle-Calédonie y a été explicitement abordée (communiqués du FPS de 1981 et 1982).

S'il est évident que c'est en grande partie grâce aux réunions du Forum que la question du soutien au Front indépendantiste (FI) – qui se transformera en FLNKS en 1984 – a pu être débattue et que certaines actions ont pu en découler, il serait cependant erroné d'aborder le soutien du Forum comme un mouvement unanime et uniforme. En effet, le soutien au FI/FLNKS a parfois révélé ou entraîné des prises de position distinctes au sein de l'organisation régionale qui ont débouché sur un soutien tempéré du Forum au mouvement indépendantiste. La preuve en est que malgré l'engagement, voire l'insistance, de certains États-membres du Forum à soutenir la cause kanak dès 1978, ce n'est qu'en 1986 qu'émergea une véritable action de l'organisation régionale des discussions et déclarations d'intention.

Modération des premières manifestations de soutien au mouvement indépendantiste

Si la France, pourtant membre de la CPS, n'est pas autorisée à siéger au Forum – elle n'est pas considérée comme un État de la région –, la Nouvelle-Calédonie ne l'est pas non plus. Son appartenance à la région n'est pas en doute, mais c'est son statut politique qui empêche son adhésion à part entière au Forum. Elle n'est pas indépendante et, malgré un statut de large autonomie, elle ne répond pas aux critères exigés par le Forum – dont le plus valide, selon nous,

8. Le terme « Caldoches » désigne généralement les descendants des premiers colons, venus librement – ou non – en Nouvelle-Calédonie.

est « qu'elle ne peut pas négocier librement d'accords internationaux » (Iosefa Maiava⁹, 7/07/2003). Certains seraient alors tentés d'évoquer la situation des îles Cook ou de Niue, membres du Forum alors que leurs constitutions précisent bien que les questions de défense et de politique étrangère dépendent de l'État auquel elles sont associées : la Nouvelle-Zélande. Il semble donc que le Forum assimile la libre-association à la souveraineté pleine et entière. Cette opinion n'est pourtant pas universellement partagée, et le Japon par exemple ne reconnaît ni les îles Cook ni Niue en tant qu'États indépendants¹⁰.

Bien que l'admission de la France ou de la Nouvelle-Calédonie au Forum a pendant longtemps été totalement exclue, des représentants du FI¹¹ (Yann Céléné Uregei, Nidoishe Naisse-line, François Atonari et Jean-Marie Tjibaou) y ont cependant été officieusement reçus. Ce fut le cas lors de la réunion à Honiara (Salomon) en 1979. Bénéficiant du soutien des îles Salomon et plus encore – peut-être de celui de la PNG –, mais aussi de celui des Samoa occidentales, ces dirigeants kanak ont pu venir discuter avec certains des États-membres et leur soumettre une pétition demandant au Forum – par le biais de ses membres présents à l'ONU – de déposer une résolution pour que le Comité des vingt-quatre¹² réinscrive la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes¹³ de l'ONU (PIM, 09/1979 : 11). Invoquant la résolution 66(1) du 14 décembre 1946 de l'Assemblée générale de l'ONU, les représentants du FI rappelèrent que la Nouvelle-Calédonie avait été inscrite sur la liste onusienne en 1946 – avec soixante-treize autres

territoires non autonomes – et que l'année suivante, la France avait unilatéralement décidé de l'en retirer au motif que :

« les TOM (territoires d'Outre-mer) avaient un statut très similaire à celui des départements français en ce qui concerne le statut des habitants et leur système de représentation politique. » (PIM, 09/1979 : 13)

Il semble que la France ait « détourné » le sens de la résolution 1541 évoquée plus haut et, plus particulièrement, son principe VI qui rappelle qu'il y a autodétermination en cas notamment « d'intégration (souhaitée) à un État indépendant ». Par « intégration », l'ONU entend probablement ce que la France désigne, elle, par « assimilation » lorsqu'elle crée, en 1946, le statut de départements d'Outre-mer : « assimilés » aux départements de métropole, c'est-à-dire organisés et traités de la même façon (ou presque). Les territoires d'Outre-mer qui, dans le cadre de l'Union française de 1946 à 1958, englobaient quant à eux toutes les autres colonies françaises, étaient pour leur part « associés » à la République et le statut des habitants ou de leur système de représentation politique n'était certainement pas « très similaire » à celui des départements d'Outre-mer qui avaient justement voulu un statut renforçant leur « assimilation », c'est-à-dire leur « intégration » à la République, statut que les autres colonies n'avaient pas réclamé. La Nouvelle-Calédonie n'étant donc pas « intégrée » à la France (au sens onusien du terme), la France n'aurait pas dû avoir la possibilité de la retirer de cette liste aussi facilement.

Pour en revenir à la demande du FI, il est intéressant d'observer ici ce qui pourrait s'apparenter

9. Deputy Secretary General, FIP, Suva.

10. Sur la question de la politique étrangère des îles Cook, voir Sage (1994).

11. Le FI était alors composé des cinq partis suivants : l'Union calédonienne (UC), le Parti de libération kanak (PALIKA), le Front uni de libération kanak (FULK), le Parti socialiste calédonien (PSC) et l'Union progressiste mélanésienne (UPM).

12. La charte des Nations unies, établie en 1945, avait annoncé dans les articles 73 et 74 de son chapitre XI l'engagement de l'ONU en faveur de la décolonisation et du respect du droit de tous les peuples à l'autodétermination. Dans un souci d'accélérer ce processus, l'Assemblée générale avait adopté, par le biais des résolutions 1514 et 1541 de 1960, la déclaration sur l'accès à l'autodétermination des pays et peuples colonisés. Le principe VI de la résolution 1541 précise ainsi qu'un territoire a atteint son autodétermination quand il y a émergence d'un État indépendant souverain, ou bien libre-association avec un État indépendant souverain, ou enfin quand il y a intégration à un État indépendant. L'indépendance est donc considérée comme l'une des résultantes de l'autodétermination. Un an plus tard, l'Assemblée générale mit sur pied un comité spécial pour la décolonisation, dont le rôle était d'assurer le suivi de la mise en place de la déclaration. Initialement composé de dix-sept membres, il s'élargit rapidement à vingt-quatre et est depuis désigné comme le « Comité des vingt-quatre » – son titre officiel est en réalité le « Comité spécial sur la situation de mise en œuvre de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés ».

13. Ce Comité des vingt-quatre gère une liste composée aujourd'hui de seize territoires non autonomes qui, outre la Nouvelle-Calédonie réinscrite en 1986, sont : Anguilla, les Bermudes, les îles Cayman, les îles Falkland (Malvinas), Gibraltar, Guam, Sainte-Hélène, Montserrat, Pitcairn, le Sahara occidental, les Samoa américaines – qui ont demandé à être retirées de cette liste –, Tokelau, les îles Turks et Caicos, les îles Vierges britanniques et les îles Vierges américaines.

à une instrumentalisation de l'organisation régionale par le mouvement indépendantiste qui visait à en faire un porte-parole de la cause indépendantiste kanak sur la scène régionale et internationale. Si le Forum aspirait à être le vecteur de la cohésion régionale, il pouvait également devenir un vecteur d'émancipation politique, qu'il en ait été l'instigateur ou l'instrument.

Soulignons comment le Forum a, dans cette situation, contourné ses conventions et ses principes politiques en matière d'adhésion. S'ils n'étaient pas admis en tant que membres, ni même observateurs, les représentants du mouvement indépendantiste purent malgré tout venir y soumettre eux-mêmes, bien qu'officieusement, les motifs de leur requête, les États-membres décidant ensuite d'agir, ou pas, comme relais de la revendication kanak sur la scène régionale voire internationale. La PNG, véritable moteur du soutien à l'autodétermination des Mélanésiens en la personne de son Premier ministre Ebia Olewale, avait insisté pour que les Kanaks de Nouvelle-Calédonie – et la Polynésie française – soient expressément mentionnés dans le communiqué final du Forum et qu'un appel soit lancé à la France pour qu'elle accorde à ses possessions du Pacifique le droit à s'autodéterminer (PIM, 09/1979 : 12).

La résolution finale du Forum fut cependant modérée par l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui veillèrent à ce que la Nouvelle-Calédonie – et la Polynésie – ne soient pas directement nommées, même s'il fut tout de même question du désir « des peuples insulaires du Pacifique, y compris ceux des territoires français, à déterminer leur propre avenir »¹⁴ (FPS, 1979). Comment décrypter cette édulcoration du texte final de la part des deux États australasiens¹⁵ vis-à-vis de leur voisin français ? Comme cela se passe en 1979, il est encore trop tôt pour expliquer cette réaction par une manifestation de solidarité entre trois gouvernements socialistes fraîchement élus. À quoi donc attribuer la position australasienne ? Tom Davis, à l'époque Premier ministre des îles Cook, trouve l'explication dans le double désir de l'Australie et de la Nouvelle-

Zélande, d'une part, de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de la France et, d'autre part, de veiller à ce que le Forum ne devienne pas l'instrument d'un groupe politique, qui plus est minoritaire, à savoir le FI (PIM, 09/1979 : 15). En ce qui concerne la volonté de « non-ingérence » de Canberra et de Wellington dans la question calédonienne, nous en trouvons confirmation dans les communiqués annuels du FPS (par exemple, lorsque ces deux États et Fidji ont tenté de contrer la PNG, les Samoa occidentales et le Vanua'aku Pati [VP] dans leur démarche visant à dénoncer la France). Il faudra attendre 1986 pour que les États du Forum adoptent la position officielle et consensuelle qu'est celle de condamner la politique française en Nouvelle-Calédonie.

Paradoxalement, la très vive animosité que, comme le reste des États de la région (sauf peut-être Tonga), l'Australie et la Nouvelle-Zélande éprouvaient à l'égard de la politique nucléaire française dans la région, ne les empêchait pas de voir en la France une puissance alliée puisqu'occidentale (après tout, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont assimilées aux États occidentaux à l'ONU). Elle leur permettait de faire contre-poids au nombre grandissant des petits États insulaires indépendants de la région, ainsi que de mieux faire barrage à un éventuel « effet domino » parmi ces jeunes États, la présence soviétique dans la région n'étant perçue, dans ce contexte de guerre froide, qu'en termes de menace communiste (voir, par exemple, Herr, 1987 : 135-151 ; Hegarty, 1989 : 113-127 ; Ross, 1993 : 69-71).

Nous voyons donc le rôle qu'ont joué l'Australie et la Nouvelle-Zélande pour éviter ce que justement nous croyions précédemment percevoir, à savoir une instrumentalisation de l'organisation régionale. Les deux observateurs néo-hébridais du Vanua'aku Pati subodorèrent quant à eux des raisons purement économiques pour expliquer la mansuétude australasienne (PIM, 09/1979 : 15). Bien que cet argument radical puisse être sujet à caution, il faut cependant rappeler que l'appartenance et l'influence de la France au sein de l'Union européenne auraient

14. Traduit et souligné par nous.

15. Contrairement à ce qui est affirmé dans l'éditorial de la revue Limes : « L'Australasie, ça n'existe pas » (décembre 2000 : 3-11), nous pensons que l'« Australasie » existe bien, et qu'elle désigne l'Australie et la Nouvelle-Zélande (jusqu'à son indépendance en 1975, elle incluait également la PNG). Cette notion est apparue dans les années 1950 et est toujours utilisée par les Anglo-Saxons (*Australasia*), même si elle est moins « à la mode » aujourd'hui. En raison de sa claire référence aux deux puissances régionales que sont l'Australie et la Nouvelle-Zélande, nous estimons qu'elle constitue une terminologie parfaitement adaptée à certains besoins conceptuels et qu'il est grand temps de développer son utilisation dans la langue française.

pu être une première raison pour laquelle les deux puissances régionales auraient voulu, en ménageant la France, préserver leurs exportations (surtout de produits agricoles vers le marché européen). Une autre explication pourrait être les exportations d'uranium de l'Australie vers la France qui, même si loin derrière celles du Canada, représentaient tout de même un important marché. Enfin, la très grande dépendance de Fidji envers le protocole Sucre – programme européen de soutien à la production et à l'exportation de sucre vers l'Union européenne – aurait également pu être un facteur, indirect, de la tolérance australasienne, au nom de la protection des intérêts économiques de Fidji (marché régional important pour les exportations australasiennes).

Toujours est-il que cette première prise de position du Forum sur la question du soutien à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie révéla le potentiel de division qui pouvait surgir au sein de l'organisation régionale, voire la rivalité émergente d'un groupe d'États à l'égard d'un autre. Tandis que les États mélanésiens de la PNG et des Salomon, les observateurs néo-hébridais du Vanua'aku Pati, mais aussi les Samoa occidentales, affirmaient leur soutien à la requête du FI, les États polynésiens et Fidji préféraient jouer la carte australasienne de la prudence. Nous verrons d'ailleurs la conséquence de cette différence d'approche à propos du Fer de Lance.

En 1981, malgré une déclaration de clôture assez modérée, le Forum décida d'envoyer à Paris une délégation chargée d'évoquer l'évolution politique des TOM et en particulier la question de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie (FPS, 1981). C'est au nouveau membre du Forum, le Vanuatu, que revenait l'initiative de cette mission. En raison de sa propre et toute récente expérience – et tout particulièrement des difficultés qu'il avait eues à obtenir son indépendance vis-à-vis de la France l'année précédente – et de ses relations privilégiées avec le FLNKS¹⁶, le gouvernement de Port-Vila avait en effet décidé de faire de la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie l'un des axes de sa politique étrangère (Bates, 1990 : 59). Si certains peuvent discuter la nature ou la réalité de la politique étrangère du Vanuatu, on ne peut contester les

manifestations affichées des autorités vanuataises en matière de politique étrangère, en ce qui concerne notamment les intentions exprimées. La réalité de cette politique extérieure se retrouve ainsi dans toutes les actions que le Vanuatu a entreprises, de façon unilatérale ou en collaboration avec d'autres États de la région, pour soutenir l'évolution de la Nouvelle-Calédonie vers l'indépendance (Lini, 1982 ; Premdas et Howard, 1985 : 183-184 ; Aruntangai, 1995 : 69-73). Faut-il y voir un engagement solidaire de la part du Vanuatu vis-à-vis des Kanaks indépendantistes, seul État désormais indépendant à avoir connu la colonisation française (même si celle-ci était de type condominiale, en partage, voire en rivalité, avec la Grande-Bretagne) ? Est-ce la revanche de l'ancien condominium face à un État (la France) qui lui avait longtemps refusé l'accès à la souveraineté et avait entravé une accession pacifique à l'indépendance ? Doit-on plutôt voir dans ce soutien l'utilisation d'un thème porteur et vecteur d'accès à la scène régionale et internationale ? Peut-on enfin deviner ici la tentation du Vanuatu (comme de la PNG) de rivaliser avec l'État qui apparaissait alors comme seul capable d'assumer un leadership insulaire régional, Fidji ? La réponse est probablement dans une combinaison de ces quatre hypothèses. Une fois de plus, la composante « modérée » ou « conservatrice » du Forum – Australie, Nouvelle-Zélande et désormais Fidji, mais aussi les Samoa occidentales et Tonga – avait considérablement remanié la proposition initiale du Vanuatu dans le but d'éviter toute confrontation avec la France et qu'il fallait au contraire encourager dans ses efforts. Le nouveau président français, François Mitterrand, avait en effet promis, lors de sa campagne électorale, de s'engager sur une voie propre à satisfaire les aspirations kanak.

Composée de trois chefs de gouvernement – de Tonga, Vanuatu et Fidji –, cette délégation représentait ainsi les diverses composantes du Pacifique Sud (mélanésienne et polynésienne), voire les différentes approches de la question – Fidji incarnant en quelque sorte la vision modérée de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la plupart des États polynésiens. Le choix du Fidjien, Kamisese Sir Ratu Mara, comme chef de la délégation était révélateur de cette volonté

16. Le VP soutenait le FI depuis plusieurs années déjà, politiquement et matériellement. C'est notamment grâce au VP que des représentants du FI, tels que Yann Céléné Uregei, avaient pu effectuer certains voyages à l'étranger afin de mobiliser les soutiens au combat kanak.

de modération par rapport à la France. Outre la stature politique de Kamisese Sir Ratu Mara, son amitié avec Claude Cheysson, alors ministre des Affaires extérieures du tout nouveau gouvernement socialiste, était pour la mission un gage, sinon de succès, du moins d'écoute, de dialogue et de tempérance, bref, la garantie d'une approche à la « Pacific Way » (Ratu Mara, 1977), c'est-à-dire la prévalence donnée à l'échange direct entre hommes plutôt que la représentation et la défense d'intérêts abstraits. D'ailleurs, lors du Forum de l'année suivante, Kamisese Sir Ratu Mara se dit très satisfait de la réponse obtenue à Paris et notamment de l'engagement de François Mitterrand à le tenir informé de tout développement en Nouvelle-Calédonie (Huffer, 1993 : 133). Le Forum, dans sa déclaration finale, reprit le rapport de Kamisese Sir Ratu Mara dans son intégralité et, encourageant la France à poursuivre sur la voie de la réforme, préconisa le maintien du dialogue avec Paris (FPS, 1982).

Cette déclaration peut paraître une fois de plus comme la victoire des modérés – ou « conservateurs », c'est-à-dire les deux États australasiens ainsi que les États polynésiens et Fidji – au sein du Forum face à des États mélanésiens qui auraient souhaité de l'organisation régionale qu'elle exigeât de Paris une date pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et la reconnaissance du FLNKS comme interlocuteur et représentant légitime du peuple kanak. On constate donc ici le développement d'une divergence de position sur la question calédonienne au sein du Forum. Les États membres en étaient conscients, et notamment les dirigeants fidjiens qui craignaient que ces divergences d'opinion n'entraînent un conflit au sein de l'organisation régionale (Huffer, 1993 : 133). Les États mélanésiens réclamaient en effet une internationalisation du conflit, tandis que les membres « modérés » préféraient un traitement régional de la question et une coopération entre le Forum et la France. Selon eux, porter cette question à l'ONU aurait été une provocation, voire un acte d'ingérence vis-à-vis d'une France qui essayait de trouver une solution.

Il est intéressant de souligner ici le rôle clairement attribué à la scène internationale ou régionale : vouloir conserver une question au niveau régional souligne la volonté de ne pas faire de la provocation diplomatique, d'assumer seul ses responsabilités, de se sentir capable de régler le problème sans avoir à faire

appel à la pression extérieure, voire enfin de montrer à la France et au monde la maturité des États de la région par le biais entre autres de leur retenue et de leur bonne volonté. Ceci pourrait illustrer la « Pacific Way » décrite par Kamisese Sir Ratu Mara, ou encore la force tranquille d'États ayant atteint leur maturité politique. Cette volonté de retenue pourrait également signifier que les États de la région avaient évalué les avantages et les inconvénients – économiques notamment – à faire de la France une ennemie.

Durcissement progressif de la position du Forum

Le ton des communiqués du Forum allait cependant rapidement se durcir et prendre une tournure entièrement pro-kanak ; celui de 1983 évoque ainsi « une situation coloniale » en Nouvelle-Calédonie et rappelle le « droit inhérent à l'indépendance et à l'autodétermination de la population kanak ». Au-delà de la critique, ce communiqué en particulier demande à la France – reprenant ainsi la requête du FI – la mise en place d'un calendrier menant à l'indépendance ainsi que l'organisation d'un référendum d'autodétermination auquel seules les populations directement impliquées devront être conviées (FPS, 1983). À quoi attribuer ce changement ? À la montée en puissance des militants mélanésiens ou bien au changement d'attitude des pays jusqu'alors « modérés » ? L'arrivée des socialistes en France et en Australasie, entre 1981 et 1983, avait-elle « libéré » les petits États insulaires en leur permettant d'exprimer des espoirs auparavant chimériques ? Les promesses électorales, faites en 1981 par François Mitterrand aux indépendantistes de Nouvelle-Calédonie sur la mise en place d'un véritable processus d'autodétermination, avaient-elles encouragé ces derniers à vouloir faire pression sur le nouveau gouvernement socialiste ? En réalité, deux événements importants qui eurent lieu en 1983 peuvent expliquer tant un début de durcissement de ton que l'absence encore cette fois d'un engagement du Forum à demander au Comité des vingt-quatre de l'ONU de réinscrire la Nouvelle-Calédonie sur sa liste.

Les années 1983 et surtout 1984 ont vu éclater des affrontements violents en Nouvelle-Calédonie. Du 8 au 12 juillet 1983, à Nainville-Roches, se sont réunis les différents protagonistes calédoniens dans l'espoir d'établir le dialogue et de trouver une solution. Le ministre

français des DOM-TOM, Georges Lemoine, qui affirme que toutes les solutions sont possibles, y compris l'indépendance, rassure la majorité des membres du Forum. D'où l'absence de déclaration en faveur de la réinscription de la Nouvelle-Calédonie. Les États-membres du Forum demeurent cependant très vigilants – particulièrement les États mélanésiens – et rappellent à la France, dans leur résolution, de continuer à rechercher le dialogue avec les Kanaks (FPS, 1984). La création, cette même année, d'un gouvernement provisoire kanak, explique peut-être aussi la fermeté de ton du Forum.

La démarche de la PNG, des Salomon et du Vanuatu¹⁷ n'aboutira pourtant qu'en 1986 quand le FPS demandera et obtiendra – par le biais de ses membres siégeant à l'ONU – la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU (FPS, 1986). La diplomatie active des membres du FLNKS, et surtout de Jean-Marie Tjibaou qui défend la cause de l'indépendance sur tous les fronts, ainsi que le retour au pouvoir en France d'un gouvernement de droite, ont fini de persuader tous les membres du Forum que la patience doit faire place à l'action. Depuis, et malgré les changements de gouvernements et de statuts, la Nouvelle-Calédonie est réinscrite chaque année sur la liste du Comité des vingt-quatre, au même titre que quinze autres territoires.

Cette première marque de soutien au mouvement indépendantiste kanak illustre en quelque sorte le mouvement classique d'une jeune organisation régionale (le Forum) qui, en visant le contexte supra régional et la scène internationale, tente par là même d'acquiescer une légitimité politique et la reconnaissance, par le plus grand nombre d'États et d'organisations, de son existence. Au cours de cette première étape du développement de l'identité politique, les États-membres de cette organisation vont peu à peu présenter un front commun, uni, en vue de renforcer et de prouver aussi bien leur crédibilité que leur maturité politique. Que le but de la reconnaissance internationale soit atteint ou pas, une seconde étape suit souvent, qui va tendre à opérer un mouvement de retour sur la région. Comme si la reconnaissance extérieure

permettait d'affronter la réalité régionale, immédiate. Se recentrer dès lors sur la région va laisser apparaître l'hétérogénéité de l'organisation.

L'affirmation d'une solidarité mélanésienne ou le Groupe mélanésien du Fer de Lance

Le deuxième aspect de notre discussion – et qui découle directement du premier – est la naissance, en 1986, du Groupe mélanésien du Fer de Lance. Si le Forum est né d'un sentiment de frustration vis-à-vis de la CPS, on pourrait dire qu'il en a été de même du Fer de Lance, né cette fois-ci d'un sentiment de frustration à l'égard du Forum. Il ne s'agissait pas de remettre en cause l'existence du Forum, mais plutôt son manque d'engagement sur certaines questions touchant particulièrement les Mélanésiens. Avec l'émergence et le développement de la crise néo-calédonienne, on a pu voir apparaître progressivement au sein de l'organisation régionale, une insatisfaction des États mélanésiens face à un conformisme ou un ralliement systématique des États polynésiens sur les prises de positions australasiennes à l'égard de la position française en Nouvelle-Calédonie. (La question des essais nucléaires français, elle, suscitait des réactions beaucoup plus fermes de la part de pratiquement tous les membres du Forum, sauf, peut-être, Tonga.)

Les jeunes États mélanésiens (la PNG d'abord, puis le Vanuatu ensuite) sont en effet apparus plus radicaux dans leurs positions, dans leur volonté d'affirmer leur soutien et leur solidarité à la dernière entité mélanésienne qui s'engageait ou voulait s'engager sur la voie de l'indépendance. Les États polynésiens, indépendants depuis plus longtemps, n'avaient pas connu de difficultés particulières à le devenir. D'où, peut-être, leur attitude plus réservée, voire leur réticence à s'engager aux côtés des États mélanésiens, et leur préférence à adopter des prises de position similaires à celles des puissances régionales.

Comme nous l'avons vu précédemment, c'est à la PNG et aux Samoa occidentales que le FLNKS a dû ses premières occasions de s'exprimer en dehors du territoire, lors des réunions du Forum¹⁸.

17. Bien que ce dernier ait quelque peu modéré sa position. En effet, face à la menace de Paris de couper ses aides économiques, le Vanuatu, qui dépendait largement de l'aide française et n'avait, notamment en raison de ses liens avec les pays du Mouvement des non-alignés – avec la Libye ou encore avec l'URSS –, que peu ou pas d'autre alternative, dut accepter la proposition française d'un accord mutuel de non-ingérence dans leurs politiques intérieures respectives.

18. Rappelons cependant l'intervention de Déwé Görödé à l'ONU en juin 1975 au nom du peuple kanak via le Groupe 1878 et par le biais de l'organisation NFIP : Nuclear-Free Independent Pacific.

Il est intéressant de noter que c'est cependant en partie grâce à la CPS à Nouméa en octobre 1978 que les indépendantistes kanak eurent la première véritable opportunité de se faire connaître de leurs voisins. C'est peut-être également en partie « grâce » à la réticence australasienne du début des années 1980 de réinscrire la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires à décoloniser que ces mêmes États mélanésiens ont voulu renforcer leur soutien à leurs « frères » kanak. C'est enfin surtout grâce à l'engagement du Vanua'aku Pati, parti national des Nouvelles-Hébrides créé par Walter Lini, que, dès 1978, l'engagement au soutien d'une Kanaky souveraine s'est illustré. Fort de la proximité, tant géographique qu'historique (dans ce sens où toutes deux auraient connu, sous un régime ou sous un autre, la colonisation française), mais surtout « idéologique » avec la conscience d'appartenir à une même région culturelle, la Mélanésie, le VP allait soutenir les leaders indépendantistes kanak et, en particulier, Yann Célény Uregei, en leur donnant les moyens matériels d'entreprendre des voyages à l'étranger pour informer et obtenir le soutien des États à une échelle régionale et supra régionale. C'est aussi grâce au soutien matériel du VP que certains Kanaks auront l'occasion d'aller suivre des entraînements aux techniques de guérilla en Libye.

La forte animosité éprouvée au sein de la classe dirigeante anglophone à l'égard des francophones vanuatais avait été éveillée (voire réveillée) par le sentiment que c'était la France ou les partisans d'une présence française qui avaient retardé le moment de l'accession à l'indépendance du condominium franco-britannique. Ce sentiment avait été renforcé en particulier par la rébellion sécessionniste de Santo. Cette animosité se traduisit de diverses manières dont une politique d'expulsion relativement importante des francophones et le rejet, pendant de nombreuses années après l'indépendance, des « propositions d'action commune du Groupe francophone et progressiste animé par Gérard Leymang et Vincent Boulekone, propositions toujours repoussées par la direction exclusivement anglophone du Vanuaaku » (Zorgbibe, 1981 : 122).

Le VP, désormais à la tête du jeune État, avait en outre décidé de faire de la question de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie l'un des pôles majeurs de sa politique étrangère. Plus « radical » que les autres États mélanésiens sur cette question, le soutien vanuatais ne risquait-

il pas dès lors de s'inscrire dans une logique bilatérale ? L'engagement des autres États mélanésiens pour la cause kanak a permis en réalité d'incorporer, voire de diluer, l'ambition vanuataise dans une politique d'action concertée au sein du Fer de Lance, continuant à agir également auprès des autres membres du Forum et obtenant, l'année de sa création, en 1986, le ralliement de l'organisation régionale à sa cause avec l'inscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste du Comité des vingt-quatre.

Afin de comprendre un peu plus le fondement des actions du Fer de Lance en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, arrêtons-nous un instant sur deux notions, le « socialisme mélanésien » et la « Melanesian Way », qui participent de l'identité mélanésienne.

Le socialisme mélanésien, tout d'abord, concept inventé par Walter Lini, est décrit comme une idéologie post-coloniale, censée donner son sens politique à une « renaissance mélanésienne » (PIM, 1982), mais surtout une identité au nouvel État vanuatais en utilisant la « Kastom » (la coutume, la tradition) comme fondement d'une évolution progressiste de la société vanuataise. Ce que Walter Lini a qualifié de socialisme mélanésien aurait pourtant dû, en réalité, être baptisé « socialisme vanuatais », voire « socialisme à la vanuataise », tant sa conception du socialisme était personnalisée (seul Walter Lini semblait vraiment capable d'en définir les fondements) et pas tellement endossée par les autres États mélanésiens (Lini, 1982 : 29-31 ; Howard, 1983). Le socialisme ainsi promu recourait à « un constant manie-ment d'un symbolisme pseudo-traditionnel » basé sur la « Kastom » et fortement christianisé, qui faisait davantage référence à la croix et la bannière qu'à la faucille et au marteau (Tabani, 2000 : 177). La notion de socialisme mélanésien, bien que très personnalisée, voire créée pour servir l'ambition politique d'un homme (Walter Lini), pourrait cependant avoir permis l'émergence du projet économique de zone de libre-échange parmi les États mélanésiens.

La « Melanesian Way » s'inscrit pour sa part dans un cadre supra national qui va au-delà du projet politique et que nous pouvons plus facilement rattacher à la notion de solidarité mélanésienne, voire de « communalisme mélanésien » (Tabani, 2000 : 185) inter-étatique. La « Melanesian Way » semble émerger d'un souci de rééquilibrage avec la notion nettement plus développée de « Pacific Way » (Ratu Mara,

1998), perçue par les États mélanésiens comme n'étant en réalité qu'une « Polynesian Way », trop timorée sur les questions extra-régionales et trop imposante en ce qui concerne les questions régionales (voir Howard, cité par Tabiani, 2000 : 186).

Nous percevons dès lors le lien possible entre la notion de « socialisme mélanésien » et celle de « Melanesian Way », la première étant supposée représenter « l'instrument qui permet de promouvoir la coopération entre les États mélanésiens », notamment en ce qui concerne l'établissement d'« une politique étrangère commune entre les États de la Mélanésie » (Lini, 1982 : 31). En fin de compte, la distinction entre les deux notions s'estompe lorsque l'on réalise qu'elles constituent toutes deux des approches conceptuelles au service d'un même idéal, celui de l'affirmation d'une identité mélanésienne spécifique au sein du Pacifique Sud. Le Groupe mélanésien du Fer de Lance apparaissait dès lors comme l'instrument pratique au service de cet idéal.

Organisation de la revendication identitaire mélanésienne

Composé à l'origine de trois États-membres (PNG, Salomon, Vanuatu), le but général du Fer de Lance était d'affirmer l'identité mélanésienne par la coopération culturelle et politique. Il avait cependant des champs d'intérêt plus « régionaux » tels que les questions nucléaires et environnementales. Son organisation très informelle envisageait que les chefs d'État et de gouvernement se rencontreraient une fois par an, lors de sommets pré-Forum, afin de mettre au point des stratégies visant à influencer les délibérations du Forum concernant le peuple mélanésien et, par conséquent, les Kanaks de Nouvelle-Calédonie.

En 1988, le groupe mit en place des « Principes de coopération ». N'étant ni une constitution, ni une charte, ces principes n'imposaient pas non plus d'engagement obligatoire pour une coopération supra nationale. Toute prise de décision reposait sur le dialogue et le consensus. Mais ils entendaient renforcer la coopération et l'amitié entre membres et au sein des diverses instances régionales et internationales auxquelles ils appartenaient, comme par exemple le Commonwealth, le Mouvement des non-alignés (dont le Vanuatu était membre), ou encore l'ONU. Ces principes aspiraient également à promouvoir l'indépen-

dance nationale, l'intégrité territoriale et la non-ingérence. C'est peut-être en partie grâce à l'application de ce dernier principe que le Fer de Lance semble avoir convaincu Fidji de rejoindre le groupe sous-régional. Rappelons qu'à l'origine, Fidji avait préféré privilégier ses relations avec l'Australie et les États polynésiens et avait donc décliné l'invitation à rejoindre le Fer de Lance. Cependant, après les deux coups d'État de 1987 et l'isolement diplomatique dans lequel Fidji avait soudain été plongé, seuls les États membres du Fer de Lance (et particulièrement la PNG) s'étaient montrés solidaires de leur « frère mélanésien » et s'étaient opposés, au nom du principe de non-ingérence, à ce que le Forum aborde la situation à Fidji (MacQueen, 1990 : 6).

À sa création, le Fer de Lance n'avait pas établi de Secrétariat ou de Bureau permanent, même si son siège, plus officieux qu'officiel, se trouvait au ministère des Affaires étrangères du Vanuatu. Des raisons matérielles et structurelles difficiles l'expliquent. Un Secrétariat devrait cependant voir le jour en 2004 et sera établi à Port-Vila. Notons enfin que chaque État membre prend la présidence du groupe à tour de rôle.

Comme nous l'avons vu, l'engagement du Fer de Lance était, dès l'origine, caractérisé par un combat spécifique, celui d'aider un peuple frère et voisin à obtenir ce qu'eux-mêmes, membres du groupe, avaient obtenu quelques années auparavant, à savoir leur indépendance et, au-delà, la reconnaissance de leur souveraineté en tant que peuple mélanésien. Le projet économique de créer un marché mélanésien de libre-échange venait en quelque sorte compléter l'aspiration originelle.

Le fondement de la création de ce groupe relevait, en réalité, d'une double ambition politique. D'une part, comme nous l'avons vu, le Fer de Lance organisait des réunions préparatoires pré-Forum pour, principalement, faire pression sur le Forum en ce qui concernait la Nouvelle-Calédonie. Mais au-delà de cette démarche ponctuelle, il entendait affirmer l'identité distincte d'un groupe puissant au sein d'une organisation régionale où la notion de souveraineté prévalait sur les réalités physiques des États membres (taille, population, ressources). Bien que les États du Fer de Lance constituaient à eux seuls les quatre-cinquièmes de la population totale des États membres du Forum – hormis l'Australie et la Nouvelle-Zélande (MacQueen, 1990 : 6) –, ils ne représentaient

que trois des vingt-deux membres, ce qui, même si le principe décisionnel reposait avant tout sur le consensus, ne pesait pas très lourd en terme d'influence. Une Nouvelle-Calédonie indépendante aurait donc donné un poids supplémentaire à la cause mélanésienne.

L'émancipation kanak

Défenseur de la cause indépendantiste kanak, on peut se demander quelle influence le Fer de Lance a eu sur l'évolution du mouvement indépendantiste néo-calédonien ? Tout d'abord, c'est en 1984, soit avant la création du Fer de Lance, que le FI, déjà fort du soutien croissant des États mélanésiens au sein du Forum, s'est transformé en un front de libération, dans la perspective d'étendre la « lutte de libération » au-delà des frontières territoriales. À sa tête, Jean-Marie Tjibaou avait cette même année mis en place – sur les conseils du VP qui avait fait de même en 1977 (Bates, 1990 : 59) – un gouvernement provisoire doté, entre autres, d'un ministre des Affaires étrangères¹⁹. En 1987, après la création du Fer de Lance et avec son appui, le porte-parole du FLNKS déposa un projet de constitution à l'ONU, établissant que le nouvel État, la Kanaky, serait une république démocratique et laïque, établirait des accords de coopération avec la France – dont l'appartenance à l'Union européenne était un argument à ne pas négliger – et, qu'enfin, elle rejoindrait différents organismes régionaux et internationaux. Le soutien du Fer de Lance a donc tout d'abord permis au FLNKS une plus grande reconnaissance, tant sur la scène régionale qu'internationale.

Les « événements » de 1988 et l'intense violence qu'ils ont générée, leur forte médiatisation et les réactions internationales qui suivirent, ont également participé de la reconnaissance du FLNKS par les autorités métropolitaines. La nécessité d'engager le dialogue et de trouver ensemble une solution a très bien été perçue par le nouveau Premier ministre socialiste, Michel Rocard. C'est en effet grâce à lui que le dialogue a pu être établi entre les trois protagonistes : le RPCR – Rassemblement pour la Calédonie dans la République – « loyaliste », l'État et le FLNKS, désigné comme l'unique représentant de la cause indépendantiste kanak et choisi par le

gouvernement français comme la troisième composante des négociations tripartites qui ont débouché sur les accords de Matignon-Oudinot de 1988 et ont permis de mettre en place celui de Nouméa en 1998 et, avec lui, d'introduire un statut évolutif largement accepté par tous les partenaires du dialogue, désormais inscrit dans la Constitution. Ce statut a entraîné un véritable apaisement de la situation, tant intérieure qu'extérieure. Ses répercussions ont cependant été différentes si l'on reprend nos deux fils conducteurs, à savoir le soutien du Fer de Lance et la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste du Comité des vingt-quatre.

Le Fer de Lance est-il devenu obsolète ?

La création du Groupe mélanésien du Fer de Lance s'est fondée, dès le départ, sur la nécessité de promouvoir la mélanésianité, tant l'urgence semblait grande de combler le retard en matière de revendication identitaire et de forger un bloc mélanésien au sein de la région (même si cette vocation était probablement, comme nous l'avons évoqué plus haut, motivée aussi par des ambitions nationales). Le projet de mettre en place un marché de libre-échange entre les membres du Groupe ou bien d'organiser un Festival des arts mélanésiens ont été des facteurs importants de sa formation. Cependant, c'est véritablement le soutien au mouvement indépendantiste kanak qui en a été le catalyseur politique. Or, le Fer de Lance semble avoir progressivement perdu sa raison d'être pour des raisons tant contextuelles qu'intrinsèques.

Le règlement de la question calédonienne

L'apaisement de la situation en Nouvelle-Calédonie, grâce à l'accord de Nouméa de 1998 et la reconnaissance du processus d'auto-détermination, a entamé une partie de la légitimité du Fer de Lance. Pour certains cependant, la perte de fondement du groupe mélanésien était déjà perceptible dès 1989 avec le changement de gouvernement en PNG d'une part, mais aussi, voire surtout, en raison de la mise en place des accords de Matignon-Oudinot et de l'apaisement de la situation que cela avait alors entraîné (Ross, 1993 : 88 ; MacQueen, 1990 : 9).

19. N'est-il pas cependant intéressant de réaliser que, paradoxalement, ce même Vanuatu avait refusé d'accueillir sur son territoire le gouvernement provisoire kanak ? Pourquoi ? Simplement en raison de cette crainte constante d'une intervention extérieure (Premdas et Howard, 1985 : 184).

La dénonciation des essais nucléaires français avait permis de donner un second souffle à la lutte du Fer de Lance contre les mésactions de la France dans la région, mais la fermeture du CEP, en 1996, avait à nouveau privé le groupe sous-régional d'un thème mobilisateur. Néanmoins, entre temps, des tensions avaient ressurgi en Nouvelle-Calédonie à propos du volet minier, le FLNKS menaçant de se retirer des négociations sur la mise en place du nouvel accord tripartite. Le Fer de Lance put, dès lors, retrouver son rôle de soutien au FLNKS, jusqu'en 1998. La signature de l'accord de Nouméa a imposé au groupe de revoir son soutien à la cause indépendantiste kanak.

Des raisons intrinsèques au FLNKS, comme l'effritement d'un front kanak indépendantiste uni face aux loyalistes néo-calédoniens, ne pourraient-elles également l'expliquer ? En effet, avec la disparition de son chef de file, Jean-Marie Tjibaou, le FLNKS semble avoir perdu son facteur de cohésion. Le discours indépendantiste n'est plus harmonisé par la voix et l'action d'un leader reconnu – par ses militants comme par ses interlocuteurs –, les rivalités ou oppositions internes ressurgissent, le mouvement kanak, en proie aux luttes intestines, ne présente plus un front uni face à celui des loyalistes et le combat pour l'indépendance perd petit à petit de sa force, voire de sa crédibilité. De ce fait, le Fer de Lance ne saurait trouver sa justification dans le soutien à un mouvement affaibli et éclaté.

Par ailleurs, les conséquences diplomatiques de la mise en place de l'accord de Nouméa se reflètent dans la reprise et le développement de projets bi- ou multilatéraux de coopération entre la France et les États de la région. Désormais, la présence française dans le Pacifique Sud est considérée non seulement comme acceptable, mais comme nécessaire au développement des petits États insulaires et à la stabilité régionale. Enfin, la multiplication d'accords bilatéraux entre cette fois-ci la Nouvelle-Calédonie elle-même – quoique toujours avec l'aval préalable de l'État – et les États voisins est une confirmation de l'évolution statutaire réelle de l'archipel vers une autonomie accrue.

Recentrage pragmatique

La facette politique du Fer de Lance se retrouvant progressivement plus ou moins privée de sa raison d'être, le Groupe s'est alors

recentré sur son ambition économique qui était, dès ses origines, de développer un marché de libre-échange entre États mélanésiens. Cette ambition se justifiait en raison des grandes différences qui existent entre les États mélanésiens et polynésiens, notamment au niveau de leurs intérêts économiques. En effet, de larges surfaces de terre, un plus grand éventail de ressources et une population plus importante que sur les îles volcaniques et les atolls coralliens polynésiens ont justifié l'affirmation d'un plus grand potentiel de développement économique pour les États mélanésiens.

Est-on progressivement passé d'une phase idéologique à une phase plus pragmatique ? De l'enthousiasme des débuts où l'avenir, pour un État fraîchement indépendant, ne pouvait qu'être prometteur, la réalité quelque dix ou quinze ans plus tard apporte avec elle son lot de difficultés forçant les jeunes États au pragmatisme. Cependant, l'idée d'établir une telle zone, limitée aux seuls États mélanésiens, ne nous semble pas bonne car le marché océanien est déjà fortement limité en raison, d'une part, de la grande dépendance des États insulaires vis-à-vis des importations – venant généralement de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande –, d'autre part, de l'étroitesse des marchés locaux et voisins et, enfin, de la similitude des biens offerts. Tout au plus, le bœuf vanuatais et le café papou pourraient être porteurs de quelques espoirs.

Entrée en vigueur en 1993, Fidji n'a rejoint cette zone préférentielle qu'en 1998, pour rapidement mettre à mal le fragile équilibre des échanges, notamment avec le Vanuatu. Certains responsables politiques vanuatais accusent même les Australiens de pratiquer une politique de dumping via Fidji (Vincent Boulekone, Port-Vila, 26/06/2003). Néanmoins, les économies chancelantes des membres du groupe suffisent à elles seules à expliquer le peu de succès que connaît ce projet. L'orientation « économique » du Fer de Lance semble sonner le glas du soutien politique au FLNKS, et donc à la Kanaky contre la Nouvelle-Calédonie française.

Cette nouvelle orientation s'est révélée en 2002 lorsque, après quelques chamailleries, c'est le gouvernement de Nouvelle-Calédonie, et non pas le FLNKS, qui a officiellement reçu la réunion du Fer de Lance. L'acceptation de cette invitation peut dès lors s'interpréter comme une reconnaissance, par les membres du Fer de Lance, de la légitimité du pouvoir en place en

Nouvelle-Calédonie. Pouvoir collégial certes, mais tout de même à majorité loyaliste (RPCR). Plus frappant encore, lors de la visite à Nouméa du Premier ministre vanuatais, Edward Natapei, en mai 2003, celui-ci a assuré qu'il soutiendrait la candidature de la Nouvelle-Calédonie auprès du Fer de Lance. Nous pouvons donc constater combien, en l'espace de quinze ans tout au plus, la position en faveur de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, c'est-à-dire de la Kanaky, a totalement changé puisqu'il est aujourd'hui question d'accueillir au sein du groupe un territoire non indépendant et dirigé par une majorité loyaliste en grande partie non mélanésienne.

Contexte d'instabilité régionale

Les divers coups d'État et autres rébellions sécessionnistes survenus dans cette partie du Pacifique Sud ont très certainement joué un rôle important dans l'affaiblissement politique et économique du Groupe. Sur les quatre États qui composent désormais le Fer de Lance, trois connaissent des situations politiques internes instables : Fidji a connu un troisième coup d'État en mai 2000 et doit faire face à des problèmes constitutionnels majeurs ; la PNG continue d'affronter des rébellions récurrentes à Bougainville ; les Salomon se débattent face à un conflit civil qui a fragilisé l'État, entraîné une instabilité politique menaçant d'exploser à tout moment et qui a nécessité une intervention policière et militaire australienne.

La situation économique catastrophique des quatre États membres et leur quasi entière dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure poussent ces États au pragmatisme et renforcent encore leur fragilité. Le budget du Vanuatu par exemple dépend à plus de 80 % de l'aide extérieure. La PNG oublie le Pacifique Sud et regarde vers l'Asie du Sud-Est. Taiwan, qu'elle a reconnu, est devenu son troisième fournisseur d'aide.

La fin de la guerre froide a elle aussi probablement desservi les États de la région, et les

États mélanésiens notamment, en entraînant un déplacement des intérêts (et donc des moyens financiers et techniques) des puissances régionales ou métropolitaines vers d'autres zones.

La Nouvelle-Calédonie, nouvelle porteuse d'espoirs

Face à cet « arc mélanésien d'instabilité »²⁰, la Nouvelle-Calédonie fait figure de « modèle » de stabilité et de prospérité – même si, au-delà de l'importante ressource que constitue le nickel, cette prospérité demeure encore largement artificielle. Quoi qu'il en soit, intégrer la présence de la Nouvelle-Calédonie au sein du Fer de Lance permettrait aux États qui le composent de tirer avantage de l'arrivée en leur sein d'un nouveau membre qui pourrait, en raison de sa stabilité, de sa richesse et de ses liens particuliers avec l'Union européenne²¹, avoir des répercussions positives sur les quatre États mélanésiens, surtout en ce qui concerne l'établissement de la zone mélanésienne de libre-échange. Le premier adjoint à la présidence de la CPS confirme cette hypothèse en soulignant que le réel intérêt du Fer de Lance est maintenant tourné vers le potentiel économique du Caillou (Yves Corbel, Nouméa, 06/06/2003). C'était d'ailleurs l'un des intérêts manifestes de la réunion du Fer de Lance de 2002 en Nouvelle-Calédonie. Les membres de la délégation du Fer de Lance (aux économies chancelantes, comme nous l'avons déjà dit) se sont notamment beaucoup intéressés au nickel et au savoir-faire des Néo-Calédoniens en la matière (tonalité encouragée par les représentants du gouvernement territorial qui cherchaient peut-être ainsi à convaincre les représentants du Fer de Lance d'abandonner une de leurs causes originelles : le soutien au FLNKS et à la revendication indépendantiste). Si le Fer de Lance semble pour le moment focaliser son attention sur les possibilités économiques dont est porteuse la Nouvelle-Calédonie, celle-ci voit, pour sa part, le potentiel politique du Fer de Lance

20. Cette notion, accusée de n'être qu'un raccourci journalistique, est toutefois remise en cause par certains universitaires (Huffer, Fraenkel, USP, Fidji). Le syndrome de « l'africanisation » est notamment développé de façon très intéressante. Pour notre part, nous constatons qu'il existe bel et bien une zone d'instabilité dans la région et qu'elle se situe en Mélanésie. Faut-il, comme certains auteurs l'affirment, en attribuer l'existence au fait qu'il s'agisse d'États mélanésiens ? Disons que cela vient probablement du fait qu'il s'agit là d'États jeunes, pauvres, insulaires, dont la maturité politique n'est pas encore suffisamment développée pour pouvoir compenser le manque de leaders à la Kamisese Sir Ratu Mara ou à ce qu'un Jean-Marie Tjibaou aurait sûrement donné.

21. La Nouvelle-Calédonie fait partie de la catégorie des PTOM (pays et territoires d'Outre-mer) et bénéficie dès lors de plus d'avantages que les pays ACP dont font partie les États du Fer de Lance.

qui lui permettrait de donner, dans la région, l'image d'un pays de prospérité.

Il est donc intéressant de constater qu'en l'espace de quinze ans tout au plus, le Fer de Lance a vraiment changé de perspective sur le Caillou : de politique, elle est devenue économique. S'il reconnaît aujourd'hui la Nouvelle-Calédonie, cela veut-il pour autant dire qu'il a « trahi » les Kanaks indépendantistes et la Kanaky ? La situation est quelque peu complexe lorsqu'on réalise que le FLNKS, admis au sein du Fer de Lance depuis 1991, en est devenu membre à part entière en 1999 et que son président, depuis 2001, n'est autre que le leader FLNKS, Roch Wamytan. Il convient alors de se demander comment le Fer de Lance peut envisager d'accueillir la Nouvelle-Calédonie en son sein, alors qu'il y accueille déjà le FLNKS. Ce dernier aura-t-il à céder la place ? La cause indépendantiste fera-t-elle les frais du pragmatisme du Fer de Lance ? Les Kanaks eux-mêmes ont cependant, et depuis quelque temps déjà, nuancé leur discours indépendantiste, intégrant notamment une notion temporelle qui n'existait pas auparavant : l'indépendance oui, mais plus pour tout de suite... Si les Kanaks n'ont dès lors pas vraiment été trahis par le Fer de Lance, la Kanaky, elle, pourrait peut-être l'avoir été davantage semble-t-il par les Kanaks eux-mêmes²². L'éclatement progressif du FLNKS qui ne se trouve plus de leader rassembleur, et par là même de projet commun, pourrait en être une illustration.

Perspectives régionales paradoxales

L'accueil de la France aux réunions post-Forum à partir de 1989 – ainsi que de l'Union européenne et maintenant de sept autres États²³ – puis l'inscription, en 1999, de la Nouvelle-Calédonie en tant qu'observateur auprès du Forum (toujours très fermé) confirment le changement d'attitude envers une Nouvelle-Calédonie dont la « francité » n'est désormais plus un obstacle à son intégration régionale. Cela souligne par ailleurs la situation paradoxale de la Nouvelle-Calédonie par rapport aux deux autres territoires français du Pacifique Sud : la Polynésie française et Wallis-et-Futuna, qui ne sont toujours pas admis auprès du Forum. Si cela se comprend pour Wallis-et-Futuna (qui, malgré son statut

de TOM, relève davantage de l'assimilation que de l'association à la République), cela ne se justifie pas dans le cas de la Polynésie française dont le statut de large autonomie va connaître très bientôt une nouvelle phase d'élargissement. Cette prochaine évolution pourrait permettre à la Polynésie d'obtenir le statut d'observateur auprès du Forum (Maiava, 2003).

Jusque-là n'avaient été accueillis en tant qu'observateurs que les territoires dont l'indépendance était imminente – Niue et la PNG sont ainsi devenus des observateurs en 1973 avant de devenir membres à part entière en 1974 et 1975 respectivement, au moment de leur libre-association (Niue) ou de leur indépendance (PNG). L'accueil de la Nouvelle-Calédonie, dont le référendum d'autodétermination n'était prévu que pour quinze ou vingt ans plus tard, est dès lors surprenant. Peut-être faut-il y voir la volonté du Forum de signifier à la France qu'il demeure vigilant quant à l'évolution du Caillou vers son autodétermination. Mais alors comment expliquer l'accueil probable de la Polynésie française puisque dans son cas, nul référendum d'autodétermination n'est prévu dans son statut ? On peut supposer qu'il s'agit là d'admission implicite par le Forum de l'ambiguïté des statuts de certains de ses membres comme les îles Cook ou Niue. C'est en tout cas notre supposition.

Par ailleurs, la Nouvelle-Calédonie se trouve toujours inscrite sur la liste des territoires à décoloniser du Comité des vingt-quatre de l'ONU, alors que les autres collectivités d'Outre-mer françaises n'y ont jamais été inscrites, en dépit, dans le cas de la Polynésie française, des demandes répétées en ce sens du leader indépendantiste Oscar Temaru. Le Comité des vingt-quatre, qui se tenait le 4 octobre 2002, a enregistré le texte soumis par l'Assemblée générale dans lequel celle-ci encourageait « les parties impliquées de maintenir, dans le cadre de l'accord de Nouméa, leur dialogue dans un esprit d'harmonie » (GA/SPD/238). L'Assemblée générale ajoutait qu'elle invitait les parties impliquées à continuer de promouvoir un progrès pacifique du territoire vers l'autodétermination.

Le discours onusien est donc resté le même. L'Assemblée générale de l'ONU et le Comité des vingt-quatre promeuvent toujours l'évolution

22. Roch Wamytan n'ayant pu nous recevoir lors de notre passage à Nouméa, il nous a donc été malheureusement impossible de discuter directement avec lui de notre position sur cette question.

23. Canada, Chine, Corée du Sud, Japon, Malaisie, Royaume-Uni, États-Unis et Union européenne.

vers l'autodétermination. Notion qui, nous semble-t-il, est moins associée de façon automatique à celle d'indépendance. En effet, l'Assemblée, lorsqu'elle aborde la question du droit inaliénable des peuples des territoires non autonomes à l'autodétermination, précise que cette notion comprend l'indépendance « s'ils le désirent » (A/57/23 partie III, chapitre XIII). L'indépendance n'est plus la condition *sine qua non* de la décolonisation. Seule l'autodétermination l'est. Le choix des populations n'a donc pas à s'inscrire dans la seule optique de l'indépendance.

Cependant, malgré l'accord de Nouméa qui fait de l'autodétermination l'étape finale du processus en cours, la Nouvelle-Calédonie demeure inscrite sur la liste des territoires non autonomes. Cette réinscription annuelle a-t-elle à voir avec la Nouvelle-Calédonie directement ou est-ce simplement un moyen pour les petits États du Pacifique Sud de se maintenir sur la scène internationale tout en encourageant, paradoxalement, le développement des relations bilatérales ou multilatérales avec Paris, afin de préserver les bénéfices qu'ils retirent d'une présence française désormais souhaitée ?

Conclusion

Il serait presque possible de dire que c'est le retour de la droite au pouvoir en France, en 1986, qui a déclenché l'engagement régional général pour la cause des indépendantistes kanak et que ce sont les accords de Matignon-Oudinot de 1988 et surtout celui de Nouméa en 1998 qui l'ont désamorcé, le vidant quelque peu de sa substance. Ces accords ont en quelque sorte entraîné un glissement du soutien régional de la Kanaky vers la Nouvelle-Calédonie. La présence française y est en effet désormais souhaitée et même si le soutien symbolique à une Nouvelle-Calédonie indépendante – la Kanaky – demeure, la réalité est toute autre, notamment en raison des difficultés que l'indépendance entraîne pour les petits États insulaires du Pacifique Sud.

L'instabilité politique et économique qui règne parmi les États mélanésiens permet de faire apparaître les territoires français du Pacifique Sud, et notamment la Nouvelle-Calédonie, comme de véritables pôles de stabilité et de prospérité. De ce fait, la région semble aujourd'hui

davantage soutenir une Nouvelle-Calédonie (française) plutôt qu'une Kanaky (indépendante). Gardons-nous cependant d'en conclure qu'il en serait toujours ainsi. À l'occasion de son dixième meeting, le 3 juillet 2001, le Comité des vingt-quatre, abordant la situation de la Nouvelle-Calédonie, avait invité Roch Wamytan, signataire de l'accord de Nouméa, au nom du FLNKS, à se prononcer sur l'évolution de l'accord de Nouméa. Celui-ci avait alors souligné que la création d'un parti politique dissident du FLNKS – la FCCI (Fédération des comités de coordination indépendantistes) – avait « détourné le principe de collégialité qui avait sous-tendu les accords » (Wamytan, 2003). De ce fait, le principe de la démocratie écartant progressivement le FLNKS du centre de décision au sein du gouvernement, il estimait que les intérêts de la population kanak n'étaient plus défendus par ses représentants légitimes. Fondant son discours sur les notions de consensus et de responsabilité partagée, Roch Wamytan avait souligné cependant la volonté exprimée par l'actuel président du gouvernement, Pierre Frogier, de rétablir l'équilibre politique avec le FLNKS. L'attribution de la vice-présidence à un membre du FLNKS en est une illustration.

Néanmoins, un revirement de situation, c'est-à-dire un éventuel retour de la violence en Nouvelle-Calédonie, est toujours possible. Il relancerait alors probablement la mobilisation océanienne, que ce soit à l'échelle régionale (Fer de Lance ou Forum) ou internationale (Comité des vingt-quatre). Pourtant, compte tenu de l'impact de la politique d'aide et de coopération de la France sur l'économie et le développement des petits États insulaires, ceux-ci seraient peut-être davantage amenés à jouer la carte du pragmatisme aujourd'hui qu'ils n'ont eu à le faire il y a dix ou vingt ans. L'encouragement vanuatais pour l'entrée de la Nouvelle-Calédonie au sein du Groupe mélanésien du Fer de Lance symbolise le changement d'attitude des États du Pacifique Sud à l'égard de la présence française dans la région et en Nouvelle-Calédonie en particulier. Au-delà du choix entre Kanaky et Nouvelle-Calédonie, les États voisins semblent donc avoir opté en faveur du pragmatisme et de la stabilité, garantis, pour le moment, par une Nouvelle-Calédonie française.

BIBLIOGRAPHIE

- ARUNTAGAI, Selwyn, 1995. Évolution et politique depuis l'indépendance, in H. Van Trease (éd.), *La politique mélanésienne. Stael Blong Vanuatu*, Fidji, University of South Pacific, IPS, pp. 65-78.
- ONU, Assemblée générale, 1960 (14-15 décembre). Résolutions 1514 et 1541, séances plénières 947 et 948.
- , 2002 (4 octobre). Press release, GA/SPD/238, 57^e Assemblée générale, 4^e Comité, 6^e Meeting (PM).
- BATES, Stephen, 1990. *The South Pacific Island Countries and France: A Study of Inter-State Relations*, Department of International Relations, Canberra, Australian National University.
- CONNELL, John, 1987. New Caledonia: The Transformation of Kanaky Nationalism, *Australian Outlook* 41, 1, pp. 37-44.
- FRASER, Helen, 1988 (1^{er} mai). A deadly struggle, *Sunday Star*, Nouvelle-Zélande, p. 12.
- FRY, Greg, 1979. South Pacific Regionalism, thèse de doctorat, Canberra, Australian National University.
- HEGARTY, David, 1989. The Soviet Union in the South Pacific in the 1990s, in R. Babbage (ed.), *The Soviets in the Pacific in the 1990s*, Sydney, Brassey's Australia.
- , 1991. External Powers in the South Pacific, in S. Henningham and D. Ball (eds), *South Pacific Security Issues and Perspectives, Papers on Strategy and Defence* 72, Canberra, Australian National University.
- HENNINGHAM, Stephen, 1992. *France and the South Pacific. A Contemporary History*, Honolulu, University of Hawai'i Press.
- HERR, Richard, 1987. The Soviet Union in the South Pacific, in R. Thakur and C.A. Thayer (eds), *The Soviet Union as an Asian Pacific Power: Implications of Gorbachev's 1986 Vladivostok Initiative*, Melbourne, Macmillan Australia.
- HUFFER, Élise, 1993. *Grands hommes, petites îles. La politique étrangère de Fidji, du Tonga et du Vanuatu*, Paris, ORSTOM.
- LINI, Walter, 1982. Australia and the South Pacific: A Vanuatu Perspective, *Australian Outlook* 36, 2, pp. 29-31.
- LIMES, revue française de géopolitique 5, 2000. *L'Australie, l'Occident des antipodes*, Paris, Éditions Golias.
- MACQUEEN, Norman, 1990. The South Pacific: Regional Subsystem or Geographical Expression?, *Working Paper 214, Strategic and Defence Studies Centre*, Canberra, Australian National University.
- PACIFIC ISLANDS MONTHLY, 09/1979, pp. 13-18 et 25 ; 04/1982, pp. 25-28 ; 01/1983, pp. 13-14 ; 10/1983, pp. 13-17.
- PREMDAS, Ralph, and Michael C. HOWARD, 1985. Vanuatu's Foreign Policy: Contradictions and Constraints, *Australian Outlook* 39, 3, pp. 177-186.
- RATU, Mara Kamisese Sir, 1997. *The Pacific Way, A Memoir*, Honolulu, University of Hawai'i Press.
- ROSS, Ken, 1993. Regional Security in the South Pacific: The Quarter-Century 1970-95, *Canberra Papers on Strategy and Defence* 100, Canberra, Australian National University.
- SAGE, Yves-Louis, 1994 (mai). Remarques sur la représentativité des îles Cook dans les rapports internationaux, *Revue juridique de Polynésie* 1, 1.
- VAN TREASE, Howard (éd.), 1995. *La politique mélanésienne. Stael Blong Vanuatu*, Fidji, University of South Pacific, IPS.
- VOHOR, Serge, 1995. La politique étrangère de l'UPM, in H. Van Trease (éd.), *La politique mélanésienne. Stael Blong Vanuatu*, Fidji, University of South Pacific, IPS, pp. 187-189.
- WAMYTAN, Roch, 2003 (31 mars). La révision constitutionnelle du 17 mars 2003 au regard du droit international des peuples à disposer d'eux-mêmes. Conséquences pour la Nouvelle-Calédonie et les pays d'Outre-mer, Note d'analyse, Paris, 34 p.
- YALA, Charles, James WEINER and Abby MCLEOD, 2003. Aspects of Conflicts in the Contemporary PNG Highlands, <http://rspas.anu.edu.au/melanesia/PDF/yala02-4.pdf>
- ZORGBIBE, Charles, 1981. *Vanuatu, naissance d'un État*, Paris, Économica.